

AFRICITÉS 8
MARRAKECH - MAROC
20 au 24 novembre 2018



**LA TRANSITION VERS DES VILLES ET DES TERRITOIRES
DURABLES,
LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES AFRICAINES**

DOSSIER DE PRÉSENTATION RÉSUMÉ

Lancement officiel de la préparation du sommet Africités

AFRICITES 8 – MARRAKECH 20 au 24 NOVEMBRE 2018

LA TRANSITION VERS DES VILLES ET DES TERRITOIRES DURABLES, LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES AFRICAINES

NOTE DE PRÉSENTATION RÉSUMÉE

LE THÈME DU SOMMET AFRICITÉS 8

Le Sommet Africités 8, huitième édition des journées panafricaines des autorités locales et territoriales, se déroulera à *Marrakech au Maroc, du 20 au 24 novembre 2018*. Il aura pour thème : « *La transition vers des villes et des territoires durables, le rôle des collectivités locales africaines* »

Le Sommet Africités 8 se donne pour objectif de relier une pensée de l'avenir à long terme, aux actions à entreprendre dans l'immédiat, compte tenu de la situation actuelle du continent. Africités 8 partira de la situation de l'Afrique dans la mondialisation et l'urbanisation ; éclairera les dimensions de la transition à partir des mutations en cours et mettra l'accent sur le rôle et la stratégie des Collectivités territoriales africaines dans la transition. Pour identifier les mutations qui définissent les dimensions de la transition, Africités 8 retient : la transition écologique ; la transition économique et sociale ; la transition géopolitique ; la transition politique et démocratique ; la transition culturelle, scientifique et idéologique. L'enjeu pour les collectivités territoriales africaines est de définir et de mettre en œuvre une nouvelle articulation, au niveau local, entre les institutions, les populations et les territoires. (On pourra se référer à la note conceptuelle d'Africités 8 : <https://www.uclga.org/news/africities-8-concept-note-transition-to-sustainable-cities-and-territories-the-role-of-african-local-authorities/>)

Le Sommet Africités poursuit deux objectifs majeurs : définir des stratégies appropriées et partagées en vue d'améliorer les conditions de vie des populations au niveau local ; contribuer à l'intégration, à la paix et à l'unité de l'Afrique à partir de la base. Il se donne pour objectif de relier une compréhension rigoureuse des tendances futures probables avec un débat stratégique sur ce qui doit être fait au niveau local, avec effet immédiat, pour répondre à l'urgence de l'accès aux services de base, de logement, de mobilité et de transport, et de promouvoir des possibilités de développement des activités économiques et de l'emploi, ...

Le Sommet Africités a toujours été un moment fort pour la rencontre des élus locaux et territoriaux africains. Il se veut l'écho des leaders des gouvernements locaux et régionaux qui administrent les 15.000 collectivités territoriales d'Afrique.

L'HISTOIRE DES SOMMETS AFRICITÉS

Africités concrétise un choix et une volonté. Il s'agit de renforcer le rôle des collectivités territoriales dans le développement du continent et de contribuer à construire l'Afrique à partir de ces collectivités. Ce projet s'est déployé à travers les sommets Africités successifs et les thèmes qu'ils ont traités. Le Sommet Africités 8 s'inscrit dans la succession des Africités qui se sont déroulés dans les cinq sous-régions d'Afrique.

Africités 1, à Abidjan en janvier 1998, avait pour thème : *Reconnaître le rôle incontournable des collectivités locales dans le développement de l'Afrique.*

Africités 2, à Windhoek en mai 2000, avait pour thème : *Financer les collectivités locales africaines pour assurer le développement durable du continent.*

Africités 3, à Yaoundé, en décembre 2003, avait pour thème : *Accélérer l'accès aux services de base au sein des collectivités locales africaines.*

Africités 4, à Nairobi, en septembre 2006, avait pour thème : *Construire des coalitions locales pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement au sein des collectivités locales africaines.*

Africités 5, à Marrakech, en décembre 2009, avait pour thème : *La réponse des collectivités locales et territoriales africaines à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi.*

Africités 6, à Dakar, en décembre 2012, avait pour thème : *Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?*

Africités 7, à Johannesburg, en novembre 2015, avait pour thème : *Construire l'avenir de l'Afrique avec les peuples : la contribution des collectivités locales à l'agenda 2063.*

LE CONTEXTE MONDIAL

Le Sommet Africités 8 s'inscrit dans un contexte international qui pèse sur l'évolution africaine. Le nouveau contexte est marqué par de grandes incertitudes. Plusieurs interrogations doivent être prises en compte :

- La crise globale s'approfondit et les déséquilibres structurels se maintiennent. Une première interrogation, quant au futur, concerne la place de l'Afrique dans la mondialisation contemporaine et sa crise.
- Le contexte est aussi caractérisé par une réorganisation géopolitique, économique, sociale et culturelle des différentes grandes régions du monde liées à leurs évolutions spécifiques. Une deuxième interrogation concerne les spécificités de l'évolution de l'Afrique parmi les grandes régions du monde.
- Les dernières décennies ont été marquées par les contradictions liées à la dynamique de la démocratisation à l'échelle mondiale. Une troisième interrogation concerne les formes que prendra la démocratisation à l'échelle de l'Afrique.
- L'entrée par les territoires permet de repenser et redéfinir la dynamique de l'intégration et de l'unité africaines. Avec la décentralisation et la création des ensembles régionaux, la gouvernance publique devient plus complexe. Une quatrième interrogation concerne l'articulation des différents niveaux de gouvernance : l'échelle du continent africain, l'échelle des cinq sous-régions du continent africain, l'échelle nationale des États africains, et l'échelle des collectivités locales et territoriales.
- L'entrée par les territoires permet également de relier les populations, les activités, les écosystèmes et les institutions. La mondialisation tente de diffuser un même modèle de développement qui n'est pas durable du point de vue des écosystèmes et qui n'est pas acceptable du point de vue de l'équité. Une cinquième interrogation concerne la possibilité pour l'Afrique de se donner des modes de développement et de transformation des sociétés africaines qui soient plus durable et plus justes.

L'ARCHITECTURE DU SOMMET AFRICITÉS 8

Le Sommet Africités 8 se propose d'aborder l'ensemble de ces interrogations en les situant, dans le long terme, dans la perspective de la transition vers des villes et des territoires durables.

Du 20 au 24 novembre 2018, le Sommet Africités 8 accueillera, à Marrakech, au Maroc, plus de 5000 personnes. Les participants représenteront tous les protagonistes de la vie locale africaine ainsi que leurs partenaires des autres régions du monde : ministres chargés des collectivités locales, du logement, du développement urbain, et de la fonction publique ; responsables des institutions africaines ; autorités locales et élus locaux ; responsables des administrations centrales et locales ; organisations des sociétés civiles, associations et syndicats ; opérateurs économiques des secteurs publics, privés et de l'économie sociale et solidaire ; autorités traditionnelles ; chercheurs, scientifiques et universitaires ; agences de coopération internationale ; citoyens africains. Le Salon Africités 8 accueillera plus de 500 exposants.

Le Sommet Africités 8 est organisé en trois segments :

- **Les sessions thématiques** permettent d'approfondir le thème de la transition vers des villes et des territoires durables ainsi que l'élaboration des politiques et stratégies des collectivités territoriales africaines pour répondre aux besoins des populations dans les situations concrètes.
- **Les sessions ouvertes** permettent à différents réseaux d'autorités locales africaines ou à des institutions ou organisations souhaitant travailler avec les autorités territoriales africaines de présenter leurs propositions et de contribuer aux réflexions.
- **Les sessions politiques** qui synthétisent le sommet comprennent les rencontres politiques des maires et des autorités territoriales ; des ministres ; des partenaires au développement ; ainsi qu'une rencontre de dialogue politique entre maires, ministres, et partenaires au développement.

LE SALON AFRICITÉS 8

Du 20 au 23 novembre 2018, se déroulera, dans le cadre du Sommet, le « **Salon Africités 8** ». Des stands d'exposition seront proposés aux autorités locales, associations d'autorités locales, institutions internationales et de coopération, entreprises publiques et privées, institutions bancaires et établissements financiers, idéaux d'études ou de recherches, universités et institutions de formation qui travaillent ou souhaitent travailler avec les collectivités territoriales africaines. Des ateliers d'information et de débats seront proposés à l'initiative des exposants ou des organisateurs du Salon. Une bourse de projets sera mise en place pour relier les demandes exprimées par les collectivités locales africaines avec les propositions des exposants du salon.

QUELQUES ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Plusieurs événements de grande importance ponctueront Africités 8. Parmi eux, on peut déjà citer :

l'Assemblée Générale électorale de CGLU-Afrique ; la Rencontre des ministres africains membres du Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine sur la fonction publique, le développement urbain, les collectivités territoriales et la décentralisation (CTS8) ; la rencontre de dialogue politique tripartite entre maires, ministres, et partenaires au développement ; l'Assemblée Générale électorale de REFELA (Réseau des Femmes Élues Locales Africaines) ; la Rencontre des anciens chefs d'État africains membres d'honneur de CGLU Afrique ; les rencontres des élus africains avec les élus chinois, latino-américains, européens, turcs ... ; le forum sur la question de la migration ; la présentation du rapport des Nations Unies sur les afro-descendants ; l'organisation d'une bourse inter africaine de la coopération décentralisée ; les événements spéciaux des villes marocaines ; la cérémonie d'attribution du prix du meilleur maire africain et du meilleur budget participatif en Afrique ; les rencontres B2B dans le cadre de la bourse des projets organisée au sein du Salon ; le Forum sur la construction de coalitions locales entre collectivités territoriales et acteurs locaux ; la Rencontre des Grandes Entreprises Africaines et des Leaders des collectivités territoriales d'Afrique ; les assemblées électorales des réseaux des professionnels des administrations territoriales d'Afrique (secrétaires généraux et directeurs des services ; directeurs ou chefs des services financiers ; directeurs ou chefs des services techniques ; responsables des ressources humaines) ; la Rencontre des Autorités traditionnelles ; la Rencontre du Réseau des Media Africains pour le Développement local (MADEL).

Ces événements, comme l'ensemble des activités d'Africités 8, seront relayés par les outils de communication interne d'Africités : Le quotidien Africités-Daily diffusé tous les matins dans les hôtels et sur le site ; Africités TV et Radio Africités ; la conférence de presse quotidienne ; les points presse spécifiques ; le site internet Africités et le

Portail de CGLU Afrique ; Les réseaux sociaux Facebook, Twitter, etc. La communication d'Africités 8 sera également assurée par les médias nationaux et internationaux.

AFRICITES 8 MARRAKECH, MAROC

LA TRANSITION VERS DES VILLES ET DES TERRITOIRES DURABLES, LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET RÉGIONALES D'AFRIQUE

CONCEPT NOTE RÉSUMÉE

*La version complète de la note conceptuelle est disponible avec les liens
www.africites.org ; www.uclga.org*

Africités 8 aura pour thème central : **La transition vers des villes et des territoires durables : le rôle des collectivités locales et régionales d'Afrique.**

Les Sommets Africités sont l'espace d'élaboration de propositions et de formation des élus locaux et régionaux d'Afrique. Cet espace est ouvert à tous les acteurs qui souhaitent, en alliance avec les collectivités territoriales africaines, construire des politiques alternatives. Depuis 1998, les Sommets Africités permettent aux participants de comprendre et d'agir sur les questions de mondialisation, d'urbanisation et de gouvernance qui pèsent sur l'évolution de l'Afrique et des Africains, à l'échelle des collectivités territoriales, des États et des institutions africaines.

Africités 8 interrogera le futur des villes, des territoires et des collectivités décentralisées africaines. Il s'agira pour cela de partir de la situation de l'Afrique dans la mondialisation et l'urbanisation ; de mettre en évidence les dimensions de la transition à partir des mutations en cours ; de mettre l'accent sur le rôle et la stratégie des Collectivités territoriales africaines dans la transition.

Situation

Parmi les nombreuses questions qui vont marquer le futur de l'Afrique, deux tendances sont à mettre en évidence : la mondialisation et l'urbanisation. Le futur des territoires africains s'inscrit dans l'évolution du continent et contribuera à l'avenir du continent. L'urbanisation ne se résume pas à l'évolution des villes ; l'urbanisation marque tous les territoires, urbains mais aussi ruraux.

L'armature urbaine de l'Afrique a rapidement évolué. En 1960, l'Afrique comptait deux villes de plus d'un million d'habitants, le Caire et Johannesburg. En 2015, on compte 79 villes africaines de plus d'un million d'habitants et 21 villes comptent plus de deux millions d'habitants. Cinq villes dépassent 8 millions d'habitants, une par sous-région : Lagos, Le Caire, Johannesburg-Gauteng, Kinshasa et Nairobi. L'urbanisation ne se résume pas aux grandes villes ; 70% de la population urbaine réside dans les villes secondaires. L'urbanisation est surtout côtière, seulement 20% des citoyens africains vivent dans les pays non côtiers.

L'armature urbaine est caractérisée par la métropolisation. La tendance à la précarisation accentue les exclusions et les ségrégations urbaines. On estime que plus de 80% des Africains vivent dans des logements informels, et près de 60% dans des bidonvilles. La majorité des citoyens est exclue des filières légales d'accès au sol et au logement. Elle vit dans une situation foncière précaire, dans des quartiers sous-équipés, le plus souvent désignés comme « irréguliers ». L'accès au sol est en fait une autre manière de parler de l'accès à la ville. Dans les vingt prochaines années, il faudra accueillir, en Afrique, une population urbaine additionnelle équivalente à la population urbaine actuelle, soit près de 500 millions de nouveaux urbains. Il faudra construire, dans les vingt ou trente prochaines années, principalement dans les pays pauvres, autant d'infrastructures qu'il en a été construit jusqu'à maintenant.

L'urbanisation de l'Afrique s'inscrit dans l'évolution du peuplement de la planète. Elle est à l'origine d'importants déplacements de populations des zones rurales vers des zones urbaines, et dans ces dernières entre les petites villes, les villes intermédiaires et les grandes villes. La question des migrations connecte les mouvements démographiques liés à l'urbanisation et ceux liés à la mondialisation. C'est la question stratégique centrale des années à venir. Elle combine les migrations économiques, les migrations environnementales, les migrations politiques et les réfugiés. Il y a de plus en plus de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays, ou dans leur région, du fait des catastrophes naturelles, des conflits armés, des troubles sociaux et des crises économiques et politiques. Deux grandes questions se posent : Quel rapport entre les migrations, le développement et la répartition des richesses entre les pays ? Comment respecter et garantir les droits fondamentaux des migrants, des travailleurs migrants et de leurs familles ?

Transition

L'hypothèse de la transition explicite l'idée d'un changement profond, d'une évolution structurelle. Nous sommes dans une période de rupture dans tous les domaines de l'évolution des sociétés, des villes et des territoires.

Le choix de réfléchir à la transition explicite aussi les formes de l'évolution. Il introduit une relation entre la rupture à venir, déjà en cours, et la continuité de l'évolution du monde et de la planète. Ce qu'il faut lier, c'est le rapport entre rupture et continuité, entre continuités et discontinuités. Ce qui est valable pour les sociétés l'est aussi pour les villes. Ainsi, les nouveaux rapports sociaux se dégagent lentement des anciens. Dans la transition, une nouvelle rationalité s'impose ; et toutes les formes anciennes, sociales et urbaines doivent s'adapter à la nouvelle rationalité dominante, de manière spécifique suivant les contextes et les situations.

Le Sommet Africités examinera les conséquences des contradictions du système-monde et de la dynamique de la mondialisation pour les villes et territoires d'Afrique. Il mettra ensuite l'accent sur les situations des collectivités territoriales africaines, et sur le rôle qu'elles pourront jouer dans la transition vers une trajectoire de développement plus durable. Pour identifier les mutations qui permettent de définir les dimensions de la transition, il est proposé de retenir : la transition écologique ; la transition économique et sociale ; la transition géopolitique ; la transition politique et démocratique ; la transition culturelle, scientifique et idéologique.

La transition écologique s'impose comme une donnée majeure. La crise écologique traduit la prise de conscience du fait que, pour la première fois dans l'Histoire de l'Humanité, l'organisation du monde est entrée en conflit avec l'écosystème planétaire. Elle remet en cause toutes les certitudes sur la croissance et le productivisme. Elle chemine à partir de plusieurs approches : l'urgence climatique, la biodiversité, l'extractivisme. Le débat sur la crise écologique monte en puissance partout, et les positions qui s'en dégageront auront des conséquences considérables sur l'évolution des villes et territoires ainsi que sur les politiques urbaines et d'aménagement du territoire, y compris en Afrique.

La transition économique et sociale est également primordiale. Trois caractéristiques de la situation actuelle sont considérées. D'abord, la rationalité dominante est celle de la financiarisation et de la régulation de la vie économique par les marchés financiers. Ensuite, la montée en puissance d'un nouveau secteur productif construit sur l'économie du numérique et des biotechnologies, va bouleverser les formes d'organisation de la production et de la distribution des biens et services. Enfin, la crise financière et de l'endettement dont l'une des dernières manifestations en 2008, pose la question de l'épuisement possible de la phase actuelle de l'économie néolibérale mondialisée. Comme on l'a vu avec la crise des subprimes les villes et aussi le logement jouent désormais un rôle majeur dans la spirale de l'endettement. La base productive des villes est en mutation. Du point de vue social, l'élément déterminant est celui de l'explosion des inégalités sociales dans chaque société et dans le monde. La question des inégalités sociales surdétermine les questions de la pauvreté, de la précarisation, des discriminations. Elle fonde la ségrégation urbaine, sociale et ethnique.

La transition géopolitique se traduit par l'émergence d'un monde multipolaire. Il ne s'agit pas seulement d'une recombinaison des blocs. Dans le temps long, et vue d'Afrique, la transition géopolitique peut s'interpréter comme la deuxième phase de la décolonisation. La première phase de la décolonisation a débouché sur l'indépendance des États et un bouleversement des structures géopolitiques antérieures, essentiellement à l'avantage des élites des pays anciennement colonisés. Le débouché de la deuxième phase de la décolonisation reste une question ouverte, dont l'enjeu majeur est la libération des peuples, avec ses conséquences sur les questions nationales, les rapports entre les États et les nations, et une nouvelle définition de la scène internationale. La question des appartenances et notamment celle des identités multiples est posée. Le rôle des grandes régions et des sous-régions va évoluer. Les conflits et les guerres jouent un rôle de plus en plus important dans le remodelage de l'environnement géopolitique. Entre 1 à 2 milliards de personnes dans le monde vivent dans des régions en guerre classique ou en guerre civile, dont une part importante en Afrique. Les déplacements de populations que ces guerres et conflits entraînent créent des situations d'instabilité qui tendent à exacerber les tensions au sein et entre les pays, et au sein et entre les régions.

La transition démocratique et politique est fondamentale. La transition démocratique n'est pas la seule dimension de la transition politique mais elle est la plus prégnante. Partout se font jour des revendications qui mettent en avant la demande d'un système

politique qui garantisse, dans des situations déterminées et spécifiques, les libertés individuelles et collectives et le respect des droits fondamentaux. Partout se pose la question du choix des formes de représentation plus respectueuses de la diversité des sociétés, et de la pratique de la démocratie directe et des formes de contrôle plus efficaces pour limiter les possibles abus de pouvoir des dirigeants. Dans la situation actuelle, ces revendications se traduisent par une condamnation multiforme de la corruption résultant de la fusion de l'élite politique et de l'élite financière qui nourrit la méfiance par rapport au politique et abolit son autonomie.

La transition culturelle, scientifique et idéologique est une dimension plus fondamentale encore de la rupture. Avec le renouvellement des connaissances scientifiques on assiste en effet à l'émergence d'une nouvelle interprétation du monde, voire de nouvelles formes de civilisations. De nouveaux systèmes d'idées et de pensées philosophiques, sociales, morales, religieuses apparaissent, qui influencent, à travers leurs représentations, les comportements individuels et collectifs. Les villes vont être bouleversées par l'évolution scientifique et technologique. De nouveaux « paquets technologiques » sont proposés, qui marqueront profondément les techniques de planification ainsi que les arrangements institutionnels, juridiques et financiers pour l'organisation et la gestion des villes du futur. Citons par exemple la robotique, les satellites de communication, les lasers et les fibres optiques, les microprocesseurs et les mémoires, les biotechnologies, les nouveaux matériaux et les céramiques à haute résistance, les énergies renouvelables, etc. Les paquets technologiques découlant de la généralisation de l'utilisation de ces techniques auront tendance à faire évoluer les systèmes actuels, majoritairement centralisés, qu'on justifie par le besoin de tirer partie des économies d'échelle ; vers des systèmes plus autonomes et décentralisés qui semblent plus efficaces du point de vue de la résilience. De telles évolutions iront de pair avec des innovations institutionnelles, juridiques, financières, voire sociétales, comme par exemple l'apparition de nouveaux rapports entre accès au service et propriété privée, comme cela se manifeste dans la pratique du leasing ou de la location longue durée des voitures individuelles. En fait il n'y a pas de révolution scientifique et technique sans révolution culturelle. Dans le cas de l'Afrique il faudra s'interroger sur l'impact de telles innovations sur le fonctionnement des villes et des territoires et l'évolution probable du rôle des différents acteurs impliqués ou qui doivent l'être.

Stratégie

Les collectivités territoriales africaines joueront un rôle essentiel dans la transition vers des villes et des territoires durables. À leur échelle elles sont amenées à articuler les réponses à l'urgence et l'inscription des actions dans un projet de transformation sociale et urbaine. De ce point de vue, les collectivités territoriales africaines doivent adopter une approche stratégique qui consiste à répondre aux urgences mais en inscrivant cette réponse dans la perspective d'une transformation structurelle. Le défi pour les collectivités africaines est donc de savoir de quelle manière concevoir leurs politiques pour que les réponses à l'urgence s'inscrivent bien dans une démarche stratégique, dans l'articulation entre urgence et alternative.

La réponse à l'urgence constitue le quotidien des collectivités territoriales. Depuis le premier Sommet Africités, l'accent avait été mis sur les fonctions de base que devaient assumer les collectivités territoriales, sur la maîtrise des techniques et la formation nécessaire pour que chaque collectivité territoriale soit en mesure de répondre à ses obligations. Cinq domaines ont été définis : a planification et la programmation des actions de transformation et des territoires, la gestion et la planification des ressources financières, a gestion et la planification des ressources humaines, la planification et la gestion des ressources naturelles et écologiques, la participation des habitants. Il est nécessaire de redéfinir et d'approfondir les fonctions que doivent assumer les collectivités territoriales africaines dans le cadre de la transition. Il est aussi nécessaire de préciser l'articulation entre les politiques territoriales et les politiques nationales à l'échelle de l'Afrique et de chaque pays, aussi bien au niveau des tendances et de la caractérisation, qu'au niveau de la spécificité et de la diversité des réponses apportées.

La définition des politiques territoriales alternatives constitue, avec la réponse à l'urgence, la deuxième branche de la stratégie. Cette définition partira du rôle des collectivités territoriales africaines dans les différentes dimensions de la transition définies précédemment. La transition écologique va modifier la manière de penser la politique des territoires en prenant en compte la nécessité de la diminution de leur empreinte écologique et du coût carbone de leurs activités et leur fonctionnement. La transition économique et sociale amène à redéfinir l'économie locale et le développement des territoires. Elle devra se traduire par un meilleur accès de tous aux services publics de base, un meilleur accès aux marchés publics pour les entreprises

locales, l'alliance avec les acteurs économiques locaux. Elle aura également comme objectif la lutte contre les inégalités sociales et contre la ségrégation urbaine. La transition géopolitique amènera les collectivités territoriales africaines à redéfinir leur rôle dans la prévention et le règlement des conflits et leur contribution à la mise en place d'une atmosphère de paix et de concorde entre communautés et entre nations au sein du continent. Elle interpelle aussi la contribution des collectivités territoriales africaines à la consolidation de l'intégration et de l'unité de l'Afrique et son inscription comme un des grands ensembles géopolitiques du monde. La transition politique et démocratique donnera une place centrale à la démocratie de proximité à travers les institutions locales. Elle conduira à promouvoir la participation des habitants à la définition et à la mise en œuvre des politiques territoriales en libérant les initiatives et les actions individuelles et collectives. La transition culturelle, scientifique et idéologique amènera à définir des approches scientifiques et techniques innovantes et de nouveaux arrangements institutionnels dans l'exécution des mandats des collectivités territoriales et dans la fourniture des services aux populations. Elle devra particulièrement faire une place de choix à la créativité des jeunes et aux innovations qu'ils peuvent proposer en réponse aux besoins des populations, en recourant notamment aux nouvelles technologies. La transition culturelle, scientifique et technologique exigera aussi de définir les politiques culturelles qui concrétisent à l'échelle du territoire la solidarité fondée sur la mise en œuvre des droits fondamentaux.

Depuis Africités 1, à Abidjan en 1998, le plaidoyer pour la reconnaissance du rôle des collectivités locales africaines a été mené sans relâche. En décembre 2015, à Johannesburg, le Sommet Africités 7 a été consacré à la contribution des collectivités locales à l'agenda 2063. Africités 8 consacré au rôle des collectivités locales africaines dans la transition vers des villes et des territoires durables, prolongera cette approche prospective et la concrétisera au niveau des politiques territoriales. L'articulation des niveaux et des échelles, entre le local, le national, celui des grandes régions et le mondial est une question essentielle. L'enjeu pour les collectivités territoriales africaines est de s'inscrire dans cette articulation et d'y contribuer. Il est aussi de définir et de mettre en œuvre une nouvelle liaison entre les institutions, les organisations et les populations qui interviennent sur les territoires.

La transition vers des villes et des territoires durables en Afrique n'est pas une option pour le devenir du continent ou du monde. Elle est incontournable pour que l'Afrique prenne toute sa part dans l'adoption de nouveaux modèles de production et de

consommation; l'adoption de modèles de développement plus attentifs aux limites de l'écosystème au niveau des territoires, des régions et de la planète entière; la promotion de nouveaux rapports sociaux fondés sur l'égalité dignité des êtres humains, le respect des droits humains fondamentaux, le refus des inégalités et des discriminations, où les valeurs de solidarité sont mises en avant par rapport à la compétition de toutes et tous contre toutes et tous. C'est au niveau des villes et territoires d'Afrique, moins enchâssées mondialisée dans les structures de l'actuelle économie néolibérale mondialisée qu'un espoir peut être caressé de voir la dynamique de la transition s'amorcer et atteindre rapidement une échelle significative pour inspirer d'autres choix au niveau de l'Afrique et des autres régions du monde. C'est pour faire prendre conscience de cette nouvelle responsabilité qui leur incombent dans la bifurcation salutaire vers un monde plus responsable et plus juste, et pour explorer les voies et moyens d'assumer pleinement cette responsabilité que les leaders des collectivités territoriales d'Afrique invitent l'ensemble des acteurs à réfléchir avec eux lors du Sommet AfriCités 8 à Marrakech, du 20 au 24 novembre 2018.

Les collectivités territoriales africaines joueront un rôle déterminant dans la définition et dans la mise en œuvre des alternatives. Elles sont des acteurs essentiels dans les différentes dimensions de la transition qui relie les échelles locales, nationales, régionales et mondiales. Elles sont en première ligne pour la transition écologique, la transition économique et sociale, la transition géopolitique, la transition politique et démocratique, la transition scientifique, culturelle et idéologique. Les collectivités locales africaines doivent inscrire la transition vers des villes et des territoires durables dans leur stratégie, au niveau de chaque collectivité locale et au niveau de l'ensemble des collectivités locales africaines.



UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

**Secrétariat Général
CGLU Afrique**

22, rue Essaadyine,
10 020, Hassan, Rabat
Royaume du Maroc

Tel : +212 537 26 00 62/63

Fax : +212 537 26 00 60

www.uclga.org
secretariat@uclga.org